

ACTION URGENTE

COLOMBIE. IL FAUT PROTÉGER DES DÉFENSEUR·E·S DE L'ENVIRONNEMENT EN DANGER

Le 31 mai, quatre défenseur·e·s de l'environnement, membres de la Fédération des pêcheurs artisanaux, écologistes et touristiques du département de Santander (FEDEPESAN), ont été victimes d'une attaque armée par des inconnus, alors qu'ils évaluaient un possible dommage environnemental dans la région de Magdalena Medio, une grande vallée des Andes formée par le fleuve Magdalena, dans le centre de la Colombie. Nous demandons au ministère de l'Intérieur d'adopter immédiatement des mesures afin de garantir la vie des membres de la FEDEPESAN et leur droit de défendre les libertés fondamentales.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Daniel Palacios Martínez
Ministry of Interior

Calle 12 B No. 8 - 43

Bogotá

Colombie

Courriel : daniel.palacios@mininterior.gov.co

Monsieur le Ministre,

Je vous écris pour vous faire part de mon inquiétude concernant la sécurité des membres de la FEDESPAN, une organisation qui se consacre à la défense, à la promotion et à la protection des droits humains et de l'environnement dans la région de Magdalena Medio en Colombie.

Le 31 mai, quatre de ses membres (dont un était accompagné par un garde du corps du fait des inquiétudes croissantes dans la région en termes de sécurité) ont été victimes d'une attaque armée, alors qu'ils se trouvaient à bord d'un canoé à moteur pour effectuer un travail de surveillance concernant des dégâts environnementaux. Cette attaque s'est déroulée sur une portion du fleuve où les gorges de Rosario, Palotal et San Silvestre se rejoignent, dans la ville de Barrancabermeja.

Nous appelons le gouvernement de Colombie à se montrer à la hauteur de son engagement de 2009 s'agissant de mettre en œuvre la Table ronde sur la garantie des droits humains et de fournir une protection efficace aux défenseur·e·s des droits relatifs aux territoires, à la terre et à l'environnement de la région.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Amnesty International estime que l'État colombien n'est pas pleinement engagé dans la protection des défenseur·e·s des droits relatifs aux territoires, à la terre et à l'environnement. En 2020, Amnesty International [a dénoncé](#) le fait qu'en dépit de la loi extensive sur les défenseur·e·s des droits humains, il a fait très peu pour offrir une protection globale aux défenseur·e·s des droits relatifs aux territoires, à la terre et à l'environnement dans le pays, qui est considéré comme le plus meurtrier par [Global Witness](#) et [Frontline Defenders](#).

En avril 2021, Amnesty International a lancé une [Action Urgente](#) pour CREDHOS, une organisation environnementale qui travaille dans la région de Magdalena Medio et a été confrontée aux mêmes risques que la FEDESPAN. L'État a pris les mesures qui étaient préconisées dans cette Action Urgente.

CREDHOS a publié une action urgente au niveau national sur la situation de la FEDESPAN.

La FEDESPAN a publié un communiqué de presse sur les événements du 31 mai.

LANGUES À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : Espagnol
Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS, ET AVANT LE : 3 août 2022.
Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : Fédération des pêcheurs artisanaux, écologistes et touristiques du département de Santander (FEDEPESAN)